Bulletin des communistes d'Arlysère

Edito

Avril 2024 n°15

Avec Léon DEFFONTAINES, le 9 juin, Reprenons la main en France et en Europe

Gauche Unie



le fil rouge de l'humanisme





l'Engagement

Les difficultés des Français : inflation, explosion des prix de l'énergie, baisse des salaires, disparition des services publics.. ont-elles pour coupable l'Europe comme le prétend l'extrême-droite ? C'est oublier que l'Europe est le résultat de ce que les Etats membres en font et qu'à défaut d'être le problème elle peut devenir une solution. A condition que les citoyens français aient conscience qu'ils puissent agir sur la composition du parlement européen. Or face à ce mécontentement des Français à l'égard de l'UE, l'abstention est souvent un choix politique revendiqué. Le 9 juin prochain, les élections européennes seront une occasion à saisir pour enfin initier un virage vers la gauche de cette assemblée. Il est important de se faire inscrire sur les listes électorales avant le 3 mai, puis de voter.

Le 9 juin de nombreux sujets seront en jeu .

La question de la Paix, que ce soit en Ukraine ou en Palestine hante les esprits. Léon Deffontaines et la liste de rassemblement à gauche qu'il conduit est catégorique: l'exigence d'un cesser-le -feu dans ces deux conflits est la pierre angulaire de sa politique. Seule une solution diplomatique conduisant à une paix juste et durable peut y parvenir.

Alors que le gouvernement Macron-Attal poursuit sa politique et accentue l'austérité avec la réponse de l'assurance-chômage ou les ponctions programmées de 10 puis 20 milliards d'€ en 2024-25, les propositions de Léon Deffontaines de sortir des directives ultralibérales européennes donneront de **nouveaux moyens aux familles** et aux collectivités locales . La santé, l'école sont au fond du gouffre, redonner un souffle nouveau au **service public** est attendu.

Enfin, Léon Deffontaines et sa liste s'engagent pour une **écologie populaire** en proposant un mix énergétique nucléaire-renouvelable et un programme de grands travaux utiles comme le Lyon-Turin. Ils veulent relancer une rénovation thermique des bâtiments à grande échelle, développer le transport ferroviaire et réindustrialiser la France.



Nous voulons mobiliser le peuple de gauche qui a dit NON en 2005 au Traité constitutionnel européen. Notre liste, la seule à s'être opposée à l'ensemble des traités libéraux européens, est un atout important avec 1/3 de militant-es communistes, 1/3 de responsables d'autres forces de gauche et 1/3 de représentant-es syndicalistes du monde du travail. Avec Léon Deffontaines et la liste « Gauche unie pour le monde du travail » le 9 juin reprenons la main.



Louis Bertrand

La chose publique ne peut faire bon ménage avec l'économie de marché

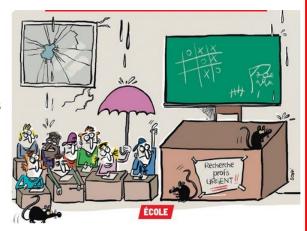
Depuis quelque temps, **l'Education Nationale** est sous le feu des projecteurs: l'enquête PISA montre la baisse des résultats des élèves français de 15 ans en mathématiques et en français. La récente décision gouvernementale de mettre en place des groupes de niveau en français et en maths dès la rentrée 24 pour les 6ème et 5ème a provoqué une levée de boucliers dans le monde scolaire (parents et enseignants). Elle signifie l'instauration de l'apartheid scolaire, d'une école à deux vitesses avec une « pseudo-élite » (les bons élèves – en général de milieu aisé) et les « sans espoir » (c'est-à-dire les autres), la fin des pédagogies coopératives, le cloisonnement des disciplines, la labellisation des manuels scolaires, la suppression des options. Tout ceci amène à des conditions de travail dégradées, une perte de sens du métier et une forme de caporalisation de l'Ecole.

En fait, l'état de l'Ecole est similaire à celui de l'Hôpital ou à d'autres services publics : il est le résultat d'une lente dégradation due à la volonté politique au niveau national et européen de mettre fin à notre système socio-économique à la française né après la Libération (Beaucoup d'Américains pensent encore que la France est un pays « communiste »). Le « Pays des Droits de l'homme » incarnait un certain équilibre entre un capitalisme réglementé et un secteur public fort, c'est à dire les BIENS COMMUNS non marchandisables comme la santé, l'éducation, la sécurité, la défense, les impôts, l'énergie, le transport, etc.

Mais le capitalisme mondialisé omnipotent n'a pas pour but la satisfaction des besoins humains (se nourrir, se soigner, se déplacer, se distraire...) mais essentiellement **I'AUGMENTATION DU TAUX DE PROFIT**, grossir, avaler ou périr et disparaître. Manger ou être mangé : c'est la logique du système. Et les actionnaires ont des boutons à la simple idée de réglementer. Ils applaudissent des deux mains ce qui est la base de la constitution européenne : « une économie libre et non faussée », à savoir le « renard libre dans le poulailler libre ». Et depuis la « révolution » libérale des années Thatcher et Reagan, ils ont pour mantra : « moins de république, moins d'Etat-providence », vive la loi du Marché, la guerre du tous contre tous.

Il faut faire entrer la concurrence partout, dans tous les services publics, comme: la

Santé et l'Ecole. Chez les fonctionnaires, dans tous les domaines, le modèle de management est l'entreprise privée : d'abord réduire les coûts : en diminuant le nombre de postes de titulaires et en augmentant la part de contractuels payés au lancepierre, en rendant les salaires et les conditions de travail moins attractifs que dans le privé.



La récente décision de ré-

duire de 10 milliards d'euros le budget 2024 (la fin du « quoi qu'il en coûte »...) va entraîner des milliers de suppressions de postes dans l'Education Nationale comme ailleurs, alors que la logique voudrait que l'on « mette le paquet » pour le système éducatif, la Recherche, etc...si l'on veut « réindustrialiser » la France et se mettre au diapason de la lutte contre le réchauffement climatique. Mais on ne peut pas satisfaire à toutes les demandes car pendant ce temps, la fortune des 4 milliardaires français a augmenté en 3 ans de 87 % tandis que la richesse cumulée des 90 % les plus pauvres a baissé de 3,9 %.

Le « ruissellement » n'est plus ce qu'il était au royaume de la Macronie.

Brèves Ecole

Lycée d'Ugine :

Leur enseignant n'est plus remplacé depuis plusieurs semaines ; des élèves de terminale qui craignent que cela nuise à leurs résultats mais surtout à leur dossier Parcours sup se voit contraints de changer de section à quelques mois du bac!

Collège d'Ugine :

Le principal regrette de ne pas trouver de remplaçant pour enseigner les maths

Ecole primaire:

650 suppressions de postes et 2 200 fermetures de classes annoncées en France ; 2 classes fermeront à Albertville (Pasteur et M. Sibille) 2 à Ugine (Pringolliet P, Zulberti M)

Ecole privée un rapport parlementaire édifiant

Le rapport parlementaire établi récemment par les députés Paul Vannier (FI) et Christophe Weissberg (Renaissance) sur le fonctionnement de l'Ecole privée fait état d'un système hors de contrôle avec un financement aux contours flous de la part de l'État -9,4 milliards d'euros- et des collectivités locales -1,8 milliards- géré par un « organe dont le secrétaire général est désigné par la Conférence des évêques de France, ce qui constitue une dérive inacceptable dans une république laïque ».

Orgie financière pour le privé sans aucun contrôle d'un côté, pénurie pour les quartiers populaires de l'Ecole républicaine, de l'autre.

D. Gasulla

Comment se déplacer et assurer le transport des marchandises sans trop polluer ?

Tout simplement en marchant et/ou en utilisant le vélocipède sans assistance et le tour est joué, fini la pollution! Ça serait tellement facile mais impossible de nos jours et depuis des décennies puisque le développement économique et technologique a conduit l'humanité vers une société de consommation synonyme de multiples déplacements et voyages sans limite ou presque. Ainsi, rien qu'en France, tous véhicules à moteurs confondus, on passe d'un peu plus de 2 millions d'unités en 1950 à plus de 40 millions aujourd'hui. On connait les conséquences de cette politique visant à prioriser l'industrie automobile, le tout routier et autoroutier, une pollution exponentielle, responsable en grande partie de l'élévation de la présence des GES (gaz à effet de serre) dans l'atmosphère, cause importante du réchauffement climatique en cours et de l'augmentation du taux de cancers. Malgré toutes les alertes scientifiques, les humains poursuivent leur course à la catastrophe.

Mais des signes encourageants apparaissent pour inverser nos modes de déplacements et de transports

Après avoir délaissé la formidable invention du chemin de fer pour la voiture, on voit frémir des projets prometteurs pour remettre les transports en commun dans l'actualité. Des villes et communautés d'agglomérations avancent vers la gratuité des transports en commun avec des véhicules moins ou non polluants. Après la disparition des « trolleybus et autres tramway » dans les années 1960, on constate leur retour apprécié dans plusieurs régions.

Assurer des modes de déplacements non polluants au moindre coût dans le cadre du service public !

Les règles du « marché » pilotées par l'UE (Union Européenne) au service des puissances financières qui dicte aux pays ses consignes d'ouverture à la concurrence ne peuvent pas assurer un véritable service public pour les populations. Il faut en finir avec ce système qui cultive les inégalités sociales et conduit au désastre écologique pour construire une UE exclusivement soucieuse de l'intérêt général des peuples. C'est, entre autres questions, l'une des propositions de la liste de large ouverture à Gauche conduite par Léon Deffontaines.

Réhabiliter le service public de la SNCF : le train pour les passagers et les marchandises

Le tout voiture a provoqué la fermeture de nombreuses lignes de chemins de fer et de gares de proximité qui allaient avec. Politique menée par les gouvernements successifs en France. Il est possible de mettre un terme à cette situation sans issue par une volonté politique et économique. En finir avec les files interminables de camions qui sillonnent nos routes et nos vallées, polluant nos territoires. Le ferroutage (camion sur les wagons) doit être développé (10% en France, 17% dans l'UE, 33% en Suisse). Le fret ferroviaire public au sein de la SNCF doit être sauvegardé et non libéralisé comme le veut l'UE sans aucune consultation démocratique. C'est pourquoi la liaison transalpine qui relie l'Est de l'Europe au pays du Sud en passant par Lyon et Turin doit être menée à son terme avec une voie directe depuis Lyon par tunnels. Cela libèrerait la voie historique inadaptée à supporter les fréquences intenses de trains de voyageurs et de marchandises. Consacrée aux voyageurs, elle pourrait assurer de nouveau les dessertes de nombreuses villes et villages avec des réouvertures de gares, gages de relations humaines retrouvées.

L'espoir renait pour relier Albertville à Annecy par une liaison en TRAM-TRAIN

Après de multiples tergiversations, l'agglomération du « Grand Annecy » fait le choix à une courte majorité d'un projet de BHNS (Bus à Haut Niveau de Service). Pourquoi cette décision n'est pas la bonne ? Des citoyennes et des citoyens construisent un projet alternatif, plus crédible à plusieurs titres. L'association « Tram-Train2Savoies » porte cette volonté. Le BHNS, coûteux et consommateurs d'espaces fonciers plus importants que le Tram-Train ne répondra pas à l'attente des usagers exaspérés par les embouteillages en voiture comme en bus actuellement avec 1h30 à 2h de trajet selon les jours. En moins de 45 minutes le Tram-Train assurerait la liaison, ce que le BHNS ne peut garantir du fait de l'usage de la route. Le Tram-Train a l'avantage d'avoir une voie dédiée, plus étroite que les besoins du BHNS et aussi de pouvoir circuler sur la voie ferrée d'Ugine à Albertville comme sur la voie de Tram entre Ugine et Annecy. Il est polyvalent, non polluant, plus fluide dans l'environnement, permet le transport de son vélo (pas possible en BHNS) et à terme plus économique.



L'association invite régulièrement les savoyards des deux départements à des rencontres d'informations, elle intervient auprès des élus avec l'appui d'ingénieurs spécialistes de ces modes de transports. Après les rencontres des mois de février à Faverges, mars à Albert-ville, avril à Marlens, un rendez-vous est fixé à Sevrier le 15 mai à l'ISETA (voir le site de l'association).

En conclusion, marchons, pédalons, utilisons les transports en commun, <u>militons pour le Tram-Train Albertville Annecy</u> et revendiquons un grand service public de la SNCF.

Hugues Aspord



Paix et justice pour un printemps des peuples

Guerres, Service National Universel mais aussi hausse des prix et pouvoir d'achat en baisse sont à la une de l'actualité. La PAIX est l'objectif de nombreux peuples qui souffrent.

C'est bientôt la Fête de la Liberté et le Bal du muguet, organisés par le PCF Arlysère mais l'ambiance n'est pas très festive pour l'instant avec l'enlisement de la guerre en Ukraine et la poursuite du conflit israélo-palestinien.

A Gaza, la tragédie humaine et le massacre de masse par l'armée israélienne n'ont que trop duré. Les civils palestiniens meurent par milliers (plus de 30000 dont plus de 10000 enfants) et famines, maladies et épidémies menacent 2 millions de Gazaouis. Les dirigeants israéliens, Netannyahou et son gouvernement d'extrême-droite devront répondre de leurs crimes devant la justice internationale, de même les responsables du Hamas pour leurs actes terroristes du 7 octobre. « Un crime ne justifie pas un crime beaucoup plus grand ». La France doit agir maintenant pour la paix comme le font les forces progressistes dont le Parti communiste. Une lueur d'espoir a percé avec le vote par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution pour « un cessez-le feu immédiat pour le mois de ramadan ». Encore faut-il qu'elle soit appliquée!

Concernant la guerre en Ukraine, le président de la République E. Macron, mettant son vocabulaire guerrier dans sa politique, veut préparer l'opinion publique à l'envoi de troupes en Ukraine (proposition rejetée par 76% des Français). Des responsables de gauche, au premier rang desquels les Communistes, mais également de droite comme la députée savoyarde Emilie Bonnivard (qui a déclaré : « des armes oui, des soldats non ! »), rejoignent le député LFI, J.F. Coulomme qui s'est opposé d'emblée à Macron.

Les Communistes refusent l'escalade guerrière qui peut nous conduire jusqu'à la guerre nucléaire, ce que répète très souvent Léon Deffontaines, tête de liste du rassemblement de gauche pour les Européennes avec le PCF. Nous devons être aux côtés de ceux qui veulent sauver la planète ajoute Fabien Roussel en montrant du doigt les chiffres record des dépenses militaires des pays de l'OTAN (pour la France 2% du Produit Intérieur Brut en 2023).

Pour combattre les difficultés, stop aux guerres, halte aux armes nucléaires et à la course aux armements.

Après Mars (dieu de la guerre), la PAIX est notre lumière du printemps.

Gérard Simon

Fête de la Liberté

avec l'orchestre
"Duo Musette Live"

Le Samedi 4 mai Salle polyvalente de La Bâthie

Repas dansant

Entrée: 25 euros (avec repas)

15 euros (sans repas)

Réservation: 04 79 32 60 77

06 11 67 82 7

Dans le cadre des élections européennes,

Marc DOREL, candidat sur la liste « Gauche unie avec le monde du travail », interviendra à partir de 11h et répondra à vos questions.



Le Rassemblement National vous promet de changer la société mais ses votes au Parlement européen prouvent le contraire. Salariés, fonctionnaires, paysans pensez-vous que votre sort s'améliore avec de telles positions?

fil rouge de l'humanisme